

Impôts	Texte	Types d'anomalies	Référence	Procédure
TVA	L'examen de votre liasse fiscale pour l'exercice N, notamment l'état des immobilisations laisse apparaître un retrait au niveau du matériel de transport pour lesquels des produits de cessions ont été comptabilisés au niveau du CPC. Toutefois, étant donné que les biens cédés ont été acquis le J/m/N, ils sont assujettis à la TVA sur les biens d'occasions tel que stipulé dans l'article 125 bis du CGI.	Cession bien d'occasion	125 bis CGI	221 bis-I
TVA	L'exploitation de vos déclarations de TVA pour l'année N a fait ressortir que vous avez déclaré une TVA sur les biens d'occasion s'élevant à X, et ce suite à la cession de votre matériel de transport. Toutefois, après examen de votre liasse fiscale, il s'avère qu'aucun produit de cession n'a été déclaré. De ce fait, il s'avère qu'aucun produit de cession n'a été déclaré.	Cession bien d'occasion	125 bis CGI	221 bis-I
TVA	L'examen de votre liasse fiscale pour l'exercice N fait état d'un retrait d'un matériel de transport acquis à une valeur de XXX sans pour autant qu'un prix de cession ne soit déclaré. Ainsi, compte tenu des amortissements cumulés déduits, un prix de cession est évalué à hauteur de la VNA restant à concourir. De surcroît, le bien cédé est assujettis à la TVA sur les biens d'occasion tel que stipulé dans l'article 125 bis du CGI.	Cession bien d'occasion	125 bis CGI	221 bis-I
TVA	L'examen de votre liasse fiscale pour l'exercice. Notamment l'état des immobilisations laisse apparaître un retrait au niveau du matériel de transport pour lesquels des produits de cessions. Compte tenu la durée d'utilisation et la nature du bien, l'administration a décidé de réévaluer le prix de cession à XXX, ainsi le résultat fiscal de l'exercice XXX. De surcroît, le bien cédé est assujettis à la TVA sur les biens d'occasion tel que stipulé dans l'article 125 bis du CGI.	Cession bien d'occasion	125 bis CGI	221 bis-I

IS	L'examen de votre CPC pour l'exercice N fait état d'une déduction de dotation d'amortissement sur matériel de transport de X correspondant à la dotation annuelle de 20% pour un prix d'acquisition de X.Cependant, le début d'activité de votre société comme susmentionnée ci-dessus est le mois m.	Amortissement		221 bis-I
TVA et IS	Le rapprochement entre les encaissements renseignés sur vos déclarations de TVA et ceux reconstitués à partir des tableaux de vos liasses fiscales,(Bilan-CPC et détail de TVA) fait ressortir les insuffisances du CA déclaré en matière d'IS et de TVA.	Insuffisance du CA		221 bis-I
TVA et IS	L'examen de vos liasses fiscales,notamment l'Actif de votre bilan,a permis de relever l'absence de produits financiers calculés sur la base du compte autres débiteurs.De ce fait,et en application du taux d'intérêt créditeur en vigueur.	Produits financiers non déclarés		221 bis-I
IS	Compte tenu de l'importance de la dotation aux amortissements calculés sur le matériel de transport acquis en N(soit une charge de X), le tableau des dotations aux amortissements ne permet pas de distinguer la nature du matériel acquis afin de vérifier le respect des dispositions de l'article 10-I-F-b, de ce fait, vous êtes prié de nous communiquer le détail du matériel acquis.	Demande du détail matériel		
IS	L'examen de vos déclarations de résultat fiscal pour les exercices N et N+1 laisse apparaitre une erreur de liquidation d'impôts sur les sociétés tel que le stipule l'article 19 du CGI.	Liquidation d'impôt	Art 19 CGI	
TVA	Le controle de vos déclarations du CA laisse apparaitre que vous avez opéré une déduction de TVA sans l'accompagner d'un relevé détaillé de déduction tel que stipule l'article 112-II.	Demande du relevé de déduction	Art 112-II CGI	

TVA	Le controle de vos relevés de déduction joint à vos déclarations de TVA laisse apparaitre une déduction de la TVA grevant les achats de gasoil alors que vous n'avez pas déposé l'état descriptif qui précise le montant,le volume des achats de gasoil effectués au cours de l'année civile écoulée ainsi que le nombre de kilomètres parcourus et ce conformément aux dispositions de l'article 106-I-4° du CGI et l'article 27 du décret n°2-06-574 du 10 hijr 1427 (31/12/2006) pris pour l'application de la taxe sur valeur ajoutée.	Demande état descriptif gasoil	Art 106-I-4 CGI	
TVA	L'examen de vos relevés de déduction joint à votre déclaration de CA,notamment celui du X du trimestre N,laisse apparaitre que vous avez opéré la déduction d'une même facture plusieurs fois.	Redondance de déduction		
IS	L'examen de vos liasses fiscales pour les quatre exercices,notamment l'ACTIF de votre Bilan ,laisse apparaitre que vous avez enregistré en immobilisation des constructions sans défalquer la quote part du terrain,alors que le Code Général de la normalisation comptable précise que La valeur d'entrée d'un terrain construit, doit être ventilés entre ses deux éléments constitutifs à savoir: La valeur d'entrée du terrain;et La valeur d'entrée de la construction.Le défaut de séparation entre la valeur du terrain et la construction s'est traduit par une déduction excessive des dotations aux amortissements puisque le terrain n'est pas amortissable, de ce fait les dites dotations sont à réintégrer.	Le défaut de séparation des valeurs d'entrée du terrain et construction	CGNC	
IS	L'analyse de votre Bilan fait état d'une créance clients.Or,étant donné que vous êtes un établissement scolaire,l'usage veut que la prestation servie soit payée à vue.De ce fait vous êtes priés de justifier ces créances.	Non justification des créances clients		
IS	Le rapprochement entre votre CPC et le tableau de passage pour l'exercice a permis de constater une	Incohérence entre CPC et déclaration		

	incohérence entre le Résultat net comptable déclaré.			
IS	L'examen de votre liasse fiscale au titre de l'exercice N laisse apparaître un déséquilibre entre l'ACTIF et PASSIF de votre Bilan, ce qui traduit une défaillance à l'une des conditions de structures fondamentales établies par le Code Général de la Normalisation Comptable (CGNC), soit, l'emploi de la technique de la partie double garantissant l'égalité arithmétique des mouvements 'débit' et des mouvements "crédit" des comptes et des équilibres qui en découlent.	Déséquilibre entre ACTIF et PASSIF	CGNC	
TVA	L'examen de votre liasse fiscale notamment l'actif de votre Bilan, laisse apparaître que le poste 'chèque à encaisser' non mouvementé depuis N d'un montant de X, alors que l'article 268 du code de commerce stipule que Le chèque émis et payable au Maroc, doit être présenté au paiement dans le délai de vingt jours. Ainsi, à défaut de justificatif, la TVA y correspondant sera rappelée.	Poste Chèque à encaisser	Art 268 Code de commerce	
IS	Le rapprochement entre votre CPC et l'état de solde et gestion pour l'exercice N a permis de constater une incohérence entre les valeurs du Résultat net déclaré.	Incohérence entre CPC et ESG	CGNC et 125 bis CGI	
IS	Le Chiffre d'affaires déclaré au niveau du CPC est nettement inférieur au Chiffre d'affaires renseigné dans votre déclaration du résultat fiscal, ce qui par conséquent a entraîné une baisse significative de la base imposable, ainsi la nouvelle base imposable après correction du CA	Incohérence entre CPC et déclaration	125 bis CGI	
IS	Le compte Régularisation ACTIF figurant dans l'ACTIF de votre Bilan fait état d'absence de mouvements en N présentant ainsi le même solde qu'en N, tandis que conformément au Code Général de Normalisation comptable, ce compte permet de rattacher à l'exercice des charges qui le concernent effectivement, et	Non respect du principe de spécialisation des exercices.	CGNC	

	celles-là seulement. Il est débité en fin d'exercice par le crédit des comptes de charges intéressés. A l'ouverture de l'exercice suivant, ces écritures sont contre- passées.			
TVA	Le contrôle de vos déclarations du chiffre d'affaires laisse apparaître que vous avez opéré une déduction de TVA sans l'accompagner d'un relevé détaillé de déduction tel que stipulé par l'article 112-II du CGI.De ce fait,la TVA déduite est à rappeler.	Demande du relevé de déduction	Art 112-II CGI	
TVA	Le contrôle de vos déclarations du chiffre d'affaire pour l'année N, notamment le N trimestre, laisse apparaître que vous avez déduit un crédit antérieur de TVA de X , tandis que la déclaration du N trimestre de N présente un crédit à reporter de X soit un rappel de TVA de X.	Crédit antérieur		
TVA et IS	Le Chiffre d'affaires déclaré au niveau du CPC est supérieur au Chiffre d'affaires renseigné dans votre déclaration du résultat fiscal.Ainsi, après le recalcul de l'impôt du pour la période, il s'est avéré que la CM dépasse l'IS liquidé et versé par votre société.De ce fait le reliquat.	Incohérence entre CPC et déclaration		
IS	Les redevances crédit bail déduites au niveau de votre CPC sont excessives par rapport à celles déclarées dans le tableau 7 'Bien en Crédit Bail' de votre liasse fiscale.De ce fait,l'excédent est à réintégrer au Résultat fiscal.	Excès en compte de charges Crédit Bail		
IS	Le rapprochement entre le Tableau 19 relatif au 'Locations et Baux' et la charge locative passée au niveau de votre CPC,qui en absence de justificatif sera réintégré à votre résultat fiscal.	Demande de justification sur la charge locative		
IS	Le contrôle de votre CPC laisse apparaître une déduction excessive des dotations aux amortissements en comparaison aux éléments détaillés dans le tableau 16 liasse fiscale,cette charge,si non justifiée,fera l'objet de réintégration de votre résultat fiscal.	Charge excessive en dotation		

IS	L'examen de votre liasse fiscale pour l'exercice N fait état d'un retrait d'un matériel de transport acquis en J/M/N à une valeur de X sans pour autant qu'un prix de cession ne soit déclaré. Ainsi, compte tenu la date début de mise en marche du matériel et des amortissements cumulés déduits, un prix de cession est évalué à hauteur de la VNA restant à concourir.	Cession bien d'occasion	125 bis CGI	
IS	Au titre de l'exercice N-N+1 vous avez passé en déduction des charges locatives relatives au bail de votre siège social auprès de X d'une valeur de X, alors que le contrat de bail (copie ci-jointe), fait office d'un loyer mensuel de X, soit une différence à réintégrer de X.	Déduction non justifiée		
IS	Au niveau du poste autres charges non courantes, vous avez passé en déduction des pénalités fiscales ainsi que sur marché que vous n'avez pas réintégré lors du calcul du résultat fiscal. (Art 11-CGI)	Réintégration des pénalités	Art11-CGI	
IS	Compte tenu de l'importance du compte 'Redevances de crédit-bail', le tableau des biens en crédit bail ne permet pas de distinguer la nature du matériel acquis afin de vérifier le respect des dispositions de l'article 10-I-F-b, vous êtes prié de nous communiquer le détail du matériel acquis par crédit bail correspondant aux redevances.	Demande du détail matériel	Art 10-I-F-b	
IS	L'actif de votre bilan fait apparaître des créances clients très importantes, ainsi et en application des dispositions de l'article 78.1 à 78.4 de la loi 32-10 fixant les délais de paiement des intérêts moratoires seront appliqués selon le taux prévu par le ministère de l'économie et des finances, soit à 9,25% et 5,25%, sur la créance TTC des clients.	Créances clients	Art 78 de la loi 32-10	
RAS Salaire	L'examen de votre CPC démontre que vous avez passé des rémunérations de personnel extérieur à l'entreprise sans qu'aucune mention ne figure sur votre déclaration des traitements et	Rémunération personnel extérieur	Art 58-II-C du CGI	

	salaires. Il est à signaler qu'une retenue à la source de 30% doit être opérée sur les rémunérations attribuées au personnel occasionnel ou non conformément aux dispositions de l'article 58-II-C du CGI, auquel cas la RAS s'élèvera.			
IS	Par respect du principe de spécialisation des exercices prévu par le code de la normalisation comptable, ainsi que l'article 8-I du CGI qui prévoit que le résultat fiscal de chaque exercice comptable soit déterminé d'après l'excédent des produits sur les charges de l'exercice, de ce fait, les charges des exercices antérieurs doivent être réintégrées.	Charges non concernées par l'exercice	CGNC et Art 8 CGI	
IS	Le compte impôt et taxe figurant sur votre CPC fait état d'une déduction importante, par rapport aux émissions opérées dans votre dossier fiscal. Ainsi, vous êtes priés de nous fournir le détail de ce compte, à défaut les sommes seront réintégrées.	Demande de justification		
IS	Le contrôle de votre liasse fiscale au titre de l'exercice N a permis de constater que vous avez constaté une charge financière s'élevant à X correspondant à des intérêts sur compte d'associé. Cependant, conformément aux dispositions de l'article 10-II-2°, le montant total des sommes portant intérêts déductibles ne peut excéder le capital social, ainsi la différence à réintégrer.	Dépassement du plafond (compte courant d'associé)		
IS	Le contrôle des déclarations des résultats fiscaux a permis de constater que la valeur déclarée au titre de cession du terrain de la cession reste très faible compte tenu de la période d'exploitation (P) et de la valeur d'acquisition de celui-ci.	Valeur de cession faible		
IS	L'exploitation de vos relevés de déduction fait état d'achats réalisées avec des fournisseurs défaillants ou inexistants (voir détail ci-joint). Cependant, afin d'admettre la déductibilité des charges passées, vous êtes priés de nous	Fournisseurs défaillants		

	communiquer les pièces de paiement y correspondant.			
IS	Le rapprochement entre votre liasse fiscale et la déclaration du résultat fiscal relatif à l'exercice N, laisse apparaître une incohérence entre les CA des deux déclarations.	Incohérence de déclaration du CA		
IS	Au titre de l'exercice N, vous avez constaté des charges sur cession de TVP s'élevant à X, toutefois, aucuns titre et valeurs de placements ne sont renseignés au niveau de l'Actif de votre Bilan.	TVP non mentionnés au CPC		
IS	Le contrôle de votre CPC pour les exercices N et N+1, fait ressortir une déduction de charge locative de X, alors que le tableau des baux de votre liasse fiscale ne renseigne aucun détail de location.	Manque de détail de location		
TVA	Le rapprochement entre vos relevés de déduction joint à vos déclarations de TVA et les déclarations de vos fournisseurs fait apparaître que vous avez opéré la déduction du montant de la TVA doublement, ci après le total par année.	Déduction doublée de TVA		
TVA	L'examen de votre déclaration de chiffre d'affaires a permis de constater que vous avez passé en déduction des charges dont le paiement a été effectué en espèce et dépassant les 5000 par jour et par fournisseur. Ainsi, par application des dispositions de l'article 11-II du CGI, les charges dépassant le seuil seront réintégrées, et la déduction de la TVA y afférente sera rejetée.	Dépassement du plafond de 5000 Dhs par jour et par fournisseur		
IS	L'état des dotations aux amortissements annexés à votre liasse fiscale pour l'exercice N laisse apparaître que vous avez comptabilisé une dotation annuelle relative à un matériel de transport acquis le J/M/N. En effet, conformément aux dispositions du 11ème alinéa de l'article 10 (I-F-1°-b) du CGI, la déduction des dotations aux amortissements doit être effectuée dans les limites des taux	Dotation		

	admis d'après les usages en l'occurrence un amortissement sur une durée de 5ans ,d'ou un taux de 20% par exercice.De ce fait la dotation opérée en N est à réintégrer en sa totalité.			
IS	Suite à un recoupement issu des déclarations de chiffre d'affaires des années X de l'un de vos clients, il s'est avéré que vous avez reçu des règlements en espèce s'élevant respectivement à X pour des factures.Cependant, l'article 193 du CGI a adopté une amende de 6% sur tout règlement de transaction dont le montant est égal ou supérieur à X effectué autre que par chèque, moyen magnétique, virement bancaire, procédé électronique ou par compensation.	Amende de déplacement du paiement par chèque		
TVA	Le rapprochement entre vos déclarations de TVA et le tableau de détail de TVA joint à votre liasse fiscale, laisse apparaitre une incohérence quant à la TVA déduite au titre de l'exercice N.	Incohérence de TVA déduite		
IS	Par respect du principe de prudence(code general de la normalisation comptable), les pertes de change et les créances devenus irrécouvrables doivent faire l'objet de provisions avant la constatation de leur perte définitive, de ce fait les charges comptabilisées seront rejetées, soit respectivement X .Il est également le cas du compte 'reste du poste autres charges non courantes' qui s'élève à X.	Non constatation de la provision		
IS	Conformément aux dispositions de l'article 11-I du CGI ,les pénalités fiscale ne sont pas déductibles et doivent être réintégrées au niveau du tableau de passage.	Réintégration des pénalités		

IS	L'observation de votre liasse fiscale laisse apparaître la constitution des provisions sur le compte client d'une valeur X .Cependant, la déductibilité de la provision pour les créances douteuses est conditionnée par l'introduction d'un recours judiciaire dans un délai de 12 mois suivant celui de sa constitution,en appliquant des dispositions de l'article 10(I-F-2°-III) du CGI.De ce fait vous êtes priés de nous communiquer les pièces justifiants le maintien de cette provision.	Demande de justificatif sur provision		
IS	Le contrôle de votre Bilan laisse apparaître une subvention d'investissement pour laquelle aucune reprise n'a été opérée depuis N.En effet, tel que le stipule l'article 9-II du CGI, les subventions d'investissement constituent des provisions imposables au titre de l'exercice de leur perception. Cependant,que la société peut les répartir sur la durée d'amortissement des biens acquis par les dites subventions.	Manque de reprise pour subvention		
TVA	Le contrôle de vos déclarations de TVA laisse apparaître un reversement de la TVA à différents titres (cession,régularisation), alors qu'aucun produit en contrepartie n'a été constaté au niveau de votre CPC.Ci-après le total du reversement de TVA par exercice	Produit en contrepartie non mentionné		
IS	Au titre des exercices N et N+1 vous avez passé en déduction des charges relatives à la location de véhicules, cependant l'état des baux joint à votre déclaration ne permet pas de renseigner les détails sur les véhicules loués afin de vérifier le respect des dispositions de l'article 10-I-F.De ce fait, vous êtes prié de nous en communiquer la nature et la valeur d'acquisition correspondant aux charges.	Demande du détail acquisition		
TVA	Vous avez déduit une TVA de X,tandis que le relevé de déductions n'est pas renseigné.	Non renseignement dans le relevé		

IS	Le rapprochement entre la déclaration des traitements et salaires et le CPC, laisse apparaître un écart entre le total des rémunérations brutes déclarées au niveau de la DTS et la déduction opérée au niveau du tableau détail CPC.	Ecart entre total rémunération		
IS	Le compte Rémunérations d'intermédiaires et honoraires renseigné au niveau du tableau détail CPC attaché à votre liasse fiscale fait état d'une déduction de X, cependant, le total de la déclaration des rémunérations allouées à des tiers n'est que X. Ainsi, par application des dispositions de l'article 194 du CGI, celle-ci est réputée incomplète et une sanction de 20% appliquée sur les montants correspondants aux renseignements manquants.			
RAS Salaire	Compte tenu de la nature et du lieu de votre activité, vous faites appel à des prestataires étrangers (assistant technique, etc...); Cependant, l'examen de votre dossier fiscal laisse apparaître que vous n'avez pas opéré la retenue à la source de 10% et ce conformément aux dispositions de l'article 15 du CGI.			
IS	Le contrôle des liasses fiscales a permis de constater que vous avez constaté une dotation de 20% sur les installations techniques, matériels et outillages (soit un amortissement sur 5 ans), alors que la déduction opérée au niveau de votre CPC sur les dotations aux amortissements s'est étalée du mois X à Z. En effet conformément aux dispositions du 11ème alinéa de l'article 10(I-F-1°-b) du CGI, la déduction des dotations aux amortissements doit être effectuée dans les limites des taux admis d'après usages, soit un amortissement sur une durée de X ans, d'où un taux de 10% par exercice.			

IS	Le rapprochement entre le Bilan et le CPC joint à votre liasse fiscale , a permis de constater que vous avez passé en déduction des charges d'intérêts alors qu'aucune dette n'est renseignée au niveau de votre PASSIF.Prière de préciser l'origine d'une telle dépense sous réserve d'etre rejetée.			
IR Salaire	Le rapprochement entre la déclaration du résultat fiscal et la déclaration des traitements de salaires a permis de constater des locations d'appartement dont l'un est meublé; elle doit être considérée comme avantage en nature et imposée au niveau de l'IR salaire.			
IS	Le rapprochement entre votre déclaration des produits de placement à revenu fixe et votre liasse fiscale fait ressortir des produits financiers imposables déclarés.			
IS	Au titre de l'exercice N figure sur votre CPC notamment en ce qui concerne le poste 'Interets et autres produits financiers' la somme X, cependant la valeur renseignée dans votre déclaration des produits de placement à revenu fixe n'est que le X avec une retenu de X.De surcroit, vous avez imputé la TPPRF retenue sur le total de X soit X.			
IS	L'état des intérêts des emprunts (tableau 18 de la liasse fiscale) est mal renseigné et ne permet pas de vérifier les montants réintégrés.			
IS	Vous avez procédé à la distribution des dividendes pour N exercices.Toutefois, il est à noter que 100% du montant a été en faveur de la société X tandis que le capital n'est détenu 100% par cette dernière car comme en témoigne le tableau de répartitions de capital il existe 4 autres actionnaires.De ce fait prière de nous communiquer le PV de la distribution des dividendes.			

TVA	Le rapprochement entre votre liasse fiscale normale et votre historique d'achat en exonération obtenu auprès de la section des achats en exonération a révélé que vous n'avez pas immobilisé les véhicules suivants: Ainsi conformément aux dispositions des articles 102 et 104-II-2°, vous devez reverser la TVA ayant fait objet d'exonération, soit X au titre de l'année N			221 bis-I
TVA	Votre société depuis N déclare un CA hors champs suite au changement d'activité pour passer de transport touristique vers transport par ambulances. Cependant, le compte client en N s'élevait à X en N. Il s'agit d'un remboursement de compte client non déclaré en matière de TVA.			221 bis-I
IS	Insuffisance de CM versée, en effet la CA renseigné sur la déclaration du résultat fiscal est inférieur à celui du CPC.			221 bis-I
IS	L'examen de votre liasse fiscale notamment l'Actif de votre bilan fait apparaître une créance de X portée au niveau du compte autres débiteurs. Cependant la société a contracté une dette de financement génératrice des charges financières et destinée principalement au financement des besoins de la société, de ce fait la charge financière à hauteur de la créance accordée par votre société par application d'un taux de X sera rejetée			
TVA	Le compte ETAT présente une créance de TVA de X, prière de communiquer le détail.			
TVA	Le rapprochement entre votre déclaration de TVA (Nème trimestre de N) et la déclaration des rémunérations allouées à des tiers a permis de constater que vous avez déduit la TVA relative à la facture n°XXX de la société X d'un montant de X alors que la déclaration des rémunérations est vide. Ainsi, par application des dispositions de l'article X du CGI, celle-ci est réputée			

	incomplète et une sanction de 20% appliquée sur les montants correspondants aux renseignements manquants.			
IS	L'examen de votre CPC fait état d'une déduction d'impôt et taxe s'élevant à X que vous avez omis de réintégrer au niveau du tableau de passage.			
IS	Le rapprochement entre la charge locative passée en déduction au niveau du CPC et l'état des locations et baux laisse apparaître une discordance.			
TVA	L'examen de vos déclarations de TVA a permis de constater qu'aucune TVA exigible sur les travaux de lotissement n'a été déclarée. Il est à rappeler que l'activité de lotisseur est assujettie à la TVA et ce conformément aux dispositions de l'article 89-4° du CGI.			
IS	La valeur des achats de matières et fournitures consommables inscrite dans le CPC de l'exercice N sont différentes de celles renseignées dans la colonne exercice précédent du CPC.			
IS	Le résultat non courant au niveau du CPC est différent de celui de l'ESG.			
IS	Discordance entre le montant de la variation des stocks produits déclaré au niveau du CPC de la même année (X) et Etat détaillé des stocks. Par ailleurs, cette discordance a enchainé les erreurs de calculs sur les sommes des composantes de chacun des résultats à savoir, le résultat d'exploitation, résultat courant et le résultat net.			
IS	Total PASSIF: Incohérence entre valeur déclarée et celle calculée (somme des composantes)			
TVA	La TVA récupérable déclarée inscrite dans le tableau 12 de votre liasse fiscale est différente de la somme de la TVA déduite calculée à partir de vos déclarations de TVA.			

TVA	L'examen des déclarations de la TVA notamment les relevés de déductions laisse apparaître que vous n'avez pas respecté le délai d'exercice du droit à la déduction de la TVA et ce conformément aux dispositions de l'article 101-3° du CGI.			
TVA	Le rapprochement entre les déclarations TVA et le recouplement en possession de l'administration laisse apparaître une insuffisance du chiffres d'affaires TVA et ce pour la période allant de J/M/N à J/M/N.			
IS	L'examen des liasses fiscales laissent apparaître que vous n'avez pas opéré la Retenu à la source sur la Rémunération du personnel extérieur de l'entreprise.			
IS	Le rapprochement entre la DRF ainsi la liasse fiscale déposée au titre de l'exercice N et le recouplement en possession laisse apparaître le défaut de déclaration de la cession de la propriété dite ' Hamam-1 ' objet du titre foncier parcellaire n° 31.647/76 d'un montant de X.			
IS	L'examen de vos DRF ainsi les liasses fiscales déposées au titre des exercices N à M laisse apparaître le défaut de réintégration du montant de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfices et ce conformément aux dispositions de l'article 11-IV du CGI. L'exploitation de votre déclaration de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfices déposée au titre de l'exercice N, laisse apparaître le défaut de versement du montant de la CSS/Bénéfice constaté au niveau de la déclaration déposée le J/M/N; De ce fait vous êtes tenus de verser la CSS calculée dans les plus brefs délais.			
TVA	Le rapprochement entre les déclarations des rémunérations versées a des personnes non résidentes déposées ainsi les Déclarations TVA laisse apparaître que vous n'avez pas déclaré et versé			

	la TVA sur les prestations par les personnes non résidentes (Auto liquidation LF 2014)			
IS	L'examen de votre déclaration du Résultat fiscal laisse apparaître une insuffisance de versement des acomptes provisionnels versé sur la base de l'impôt de l'exercice de référence soit N. Aussi, vous avez imputé un montant qui s'élève à X relatif à l'imputation IS/PPRF sans pour autant joindre les pièces justificatives.			
TVA	Le rapprochement entre les attestations de virement de Créance TVA ' Affacturage ' et les déclarations TVA déposées pour les périodes allant laisse apparait que vous n'avez pas procédé à l'annulation dudit crédit sur la déclaration du chiffre d'affaires du mois ou du trimestre qui suit le trimestre ayant dégagé un crédit sur la déclaration du chiffre d'affaires du mois ou du trimestre qui suit le trimestre ayant dégagé un crédit de taxe donnant lieu au remboursement et ce conformément aux dispositions de l'article 103 bis du CGI.			